



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

violences à Cavaillon

Question au Gouvernement n° 4331

Texte de la question

VIOLENCES À CAVAILLON

M. le président. La parole est à M. Jean-Claude Bouchet.

M. Jean-Claude Bouchet. Ma question s'adresse à monsieur le Premier ministre.

Dimanche 25 avril : un homme abattu ; 17 juillet : descente d'un commando armé ; 23 juillet : descente d'un commando armé – un ado blessé ; 4 août : deux hommes casqués font feu – pas de blessé ; 24 août : fusillade – deux blessés ; 21 septembre dernier : tirs de fusil à pompe – les élèves sont confinés dans les écoles... Est-ce à Paris ? À Marseille, dans les quartiers nord ? Non, je vous parle d'une petite et charmante ville de province, Cavaillon, que vous connaissez bien, monsieur le Premier ministre.

M. Jean Castex, Premier ministre. C'est exact !

M. Jean-Claude Bouchet. Je vous alerte également sur le guet-apens qu'ont subi les policiers de Carpentras, ce week-end, comme sur ces événements qui arrivent trop souvent dans les petites villes de France.

M. Maxime Minot. À Méry-sur-Oise !

M. Jean-Claude Bouchet. Le 22 juillet dernier, je vous ai écrit pour vous alerter sur la situation terrible que Cavaillon et son quartier du Docteur-Ayme sont en train de vivre, du fait l'affrontement de bandes rivales, au milieu de la population, sur fond de trafic de drogue. Malheureusement, mon courrier est resté sans réponse. (*« Honteux ! » sur les bancs du groupe LR.*) Depuis rien n'a changé, les habitants ont peur et n'osent plus sortir de chez eux.

M. Pierre Cordier. Il faut suivre un peu les dossiers !

M. Jean-Claude Bouchet. Bien sûr, M. Darmanin est venu au mois d'août, à Cavaillon pour annoncer cinq postes de policiers supplémentaires – en réalité, il s'agit seulement de remplacements ; il a aussi annoncé la création d'une BAC (brigade anticriminalité) de nuit mais en 2022... Des CRS sont également venus quadriller le quartier... pendant une dizaine de jours.

Mais nous nous trompons de combat. Nous sommes en guerre, et nous devons lutter avec des moyens concrets, immédiats et pérennes.

Monsieur Darmanin, laissez les CRS sur place pendant six mois, sans discontinuer ! Créez la BAC de nuit maintenant, pas en 2022 ! La justice doit aussi avoir les moyens de faire son travail : Monsieur Dupond-Moretti,

donnez les effectifs manquants au tribunal d'Avignon, et que celui-ci durcisse la réponse pénale. Les lois de la République doivent être respectées, et la peur doit changer de camp. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Gérald Darmanin, ministre. À Cavaillon, comme dans tout le Vaucluse, l'arrière-pays marseillais existe, puisque le trafic de drogue y prolifère. Il prolifère à Avignon – et nous avons tous une pensée pour le brigadier Masson – à Carpentras et à Cavaillon.

Vous, qui avez été maire pendant neuf ans de la commune de Cavaillon, vous savez que c'est l'urbanisme, la concentration urbaine et les failles de la sécurité de votre ville qui drainent le trafic marseillais jusque dans le nord des Bouches-du-Rhône ou le sud du Vaucluse.

Vous savez aussi le travail accompli par la police dont nous avons augmenté les effectifs, après une longue baisse, puisque, lorsque nous sommes arrivés aux responsabilités, il n'y avait que quarante-huit gardiens de la paix au commissariat de Cavaillon.

Je regrette que vous n'ayez pas évoqué l'augmentation de 53 % du nombre de gardes à vue dans votre commune depuis le début de l'année ni la hausse de 70 % des procédures de lutte contre les stupéfiants. J'ajoute une baisse de 15 % des atteintes aux biens et de 8 % des atteintes aux personnes, vingt-deux trafics démantelés en 2020 et déjà dix-huit depuis le début de cette année.

Oui, les effectifs de police vont augmenter dans votre circonscription – nous sommes le premier Gouvernement à le faire pour votre commune et votre circonscription (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM*) –, et le maire de Cavaillon qui vous a succédé m'en remerciait encore récemment dans le journal. (*Protestations sur les bancs du groupe LR.*)

Oui, nous devons travailler avec la justice : les procureurs de la République étaient présents lors de ma venue au mois d'août, et lorsque vous avez écrit au Premier ministre, il m'a demandé de venir à Cavaillon, où je n'ai malheureusement pas eu le loisir de vous rencontrer.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Claude Bouchet](#)

Circonscription : Vaucluse (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4331

Rubrique : Sécurité des biens et des personnes

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [29 septembre 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [29 septembre 2021](#)